



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-82  
Séance du 05 décembre 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger CAIZERGUES, maire.

**Présents :** Mmes Laurence ENJALBERT, Elodie JOANNOT, Romane PALAU, Brigitte TORRANDELL, Irène VILAPLANA ;

MM. Frédéric ALDON, Théo BRIANE, Roger CAIZERGUES, Sylvain CASTELLON, Philippe LENOIR, Michel PEREZ, Joël SALGUES, Filipe SERRA, Alexis VIALA ;

**Absents ayant donné procuration :** Mme Frédérique BERARD pouvoir à Mme Brigitte TORRANDELL, M. Jean-René OUDINOT pouvoir à M. Joël SALGUES, Mme Paloma PERVENT pouvoir à M. Roger CAIZERGUES, M. François petit pouvoir à M. Philippe LENOIR, Mme Fanny SUAUA pouvoir à M. Michel PEREZ.

**Absents excusés :** Mmes Frédérique BERARD, Souhila GOUARD, Paloma PERVENT, Fanny SUAUA ; MM. Jean-René OUDINOT, François PETIT.

**Absents :** Mme Nathalie BALSAN, M. Sylvain DEYRAT, M. Didier HUBER

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte TORRANDELL

**Nombre de membres en exercice : 23**

**Présents : 14**

**Procurations : 5**

**Absents : 4**

**Votants : 19**

**Date de convocation et affichage**

29 novembre 2024

**Objet :** Modification de l'article 2 de la délibération 2018-38 du 14 mai 2018 portant mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP : IFSE et éventuellement CIA).

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, délégué aux finances et à la gestion du personnel :

Il explique qu'à la suite de l'instauration d'un nouveau régime indemnitaire pour les agents relevant de la filière de la police municipale, il apparaît opportun de modifier la délibération portant instauration du RIFSEEP afin que les conditions de maintien et de retenue du régime indemnitaire en cas d'absence soient les mêmes pour tous les agents de la collectivité, toutes filières confondues.

M. CASTELLON propose donc d'abroger l'article 2 actuel et de le remplacer par l'article 2 suivant :

**ARTICLE 2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Les montants individuels seront modulés par arrêté de l'autorité territoriale selon les critères fixés pour chaque prime par l'assemblée délibérante, dans le respect des limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique d'Etat.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice de l'Indemnité de Fonction de Sujétion et d'Expertise (IFSE) au prorata de leur temps de service.

L'article L. 714-6 du CGFP précise que le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement, sans préjudice de sa modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent et des résultats collectifs du service, durant :

- le congé de maternité,
- le congé de naissance,
- le congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- le congé d'adoption,
- et le congé de paternité et d'accueil de l'enfant,

Ainsi, s'agissant de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE), elle est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement :

- en cas de congés annuels, de jours d'ARTT et jours de CET,
- en cas de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) : accident de service, accident de travail, accident de trajet et maladie professionnelle ou imputable au service.
- durant la période de préparation au reclassement (PPR) prévue à l'article L. 826-2 du code général de la fonction publique,

En cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique, l'IFSE sera versée au prorata du temps de travail effectif de l'agent.

En cas de congé de maladie ordinaire, l'IFSE est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement jusqu'à 5 jours par année glissante. A partir du 6<sup>ème</sup> jour de congé maladie ordinaire par année glissante, elle est réduite de moitié soit -1/60<sup>ème</sup> par jour d'absence.

En cas de congé de longue maladie et de grave maladie, l'IFSE est maintenue à hauteur de :

- 33 % la première année,
- et de 50 % les deuxième et troisième années.

En cas de congé de longue durée, l'IFSE est suspendue.

Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.

Lorsque l'agent est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/01/2025.

**Le conseil municipal après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité :**

- Adopte ces modifications à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 dans les conditions décrites ci-dessus ;
- Réserve les crédits correspondants qui seront prévus et inscrits au budget.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 5 décembre 2024.

Roger CAIZERGUES

Maire



Brigitte TORRANDELL

Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.10.2